



**PFBC: 17ème RÉUNION DES PARTIES, 24-27 Octobre 2017, Douala, Cameroun**

# **Défis de la Mobilisation du Financement Climatique en Afrique Centrale : Examen des Facteurs Critiques**

**Glenn Bush, Kalame Fobissie, Denis Sonwa, Philippe Guizol, Dany Pokem**

<b>Pays</b>	<b>Financement Milliards USD</b>	<b>Niveau de Réduction (Mt CO2eq)</b>	<b>Niveau de Réduction (%)</b>	<b>Année de Référence</b>	<b>Période d'Engagement</b>	<b>Contribution Conditionnelle (C) Inconditionnelle (I)</b>
<b>Burundi</b>	<b>1,49</b>	<b>16</b>	<b>23</b>	<b>2005</b>	<b>2016-2030</b>	<b>I &amp; C</b>
<b>Cameroun</b>		<b>71</b>	<b>32</b>	<b>2010</b>	<b>2035</b>	<b>I &amp; C</b>
<b>CAR</b>	<b>3,69</b>	<b>5,5</b>	<b>5</b>	<b>2010</b>	<b>2030</b>	<b>I &amp; C</b>
<b>Congo, Rep</b>	<b>6,39</b>	<b>19,00</b>	<b>48</b>	<b>2000</b>	<b>2015-2035</b>	<b>C</b>
<b>Guinee Equatoriale</b>	<b>3,94</b>	<b>6,6</b>	<b>20</b>	<b>2010</b>	<b>2015-2030</b>	<b>C</b>
<b>Gabon</b>		<b>15</b>	<b>65</b>	<b>2000</b>	<b>2015-2030</b>	<b>I &amp; C</b>
<b>RDC</b>	<b>21,62</b>	<b>73,00</b>	<b>17</b>	<b>2000</b>	<b>2021-2030</b>	<b>C</b>
<b>Rwanda</b>	<b>24,15</b>	<b>45,54</b>			<b>2030</b>	<b>C</b>
<b>Sao Tome et Principe</b>		<b>0,06</b>	<b>24</b>	<b>2005</b>	<b>2020-2030</b>	<b>C</b>
<b>Tchad</b>	<b>21,23</b>	<b>203,7</b>	<b>71</b>	<b>2010</b>	<b>2015-2030</b>	<b>I &amp; C</b>
<b>Total</b>		<b>455,4</b>				

# Contexte: Qu'est-ce que les CDN soumis par des pays de la COMIFAC montrent?

- ❑ Il y a un besoin de financement pour les stratégies de développement résilient et à faible émission de carbone pour aider les pays de la COMIFAC à devenir des économies émergentes dans les 10 à 20 prochaines années
- ❑ Le changement climatique est une question transversale touchant tous les secteurs de l'économie. Par conséquent, des réponses efficaces à long terme exigent une approche tenant compte de l'ensemble de l'économie, associant les secteurs public et privé
- ❑ La nécessité de coordination et de la planification interministérielle et l'intégration du changement climatique dans la stratégie nationale de développement, ainsi que dans des politiques et programmes sectoriels

# Quelle Planning ?

- ❑ L'élaboration d'une politique, d'une stratégie ou d'un plan national cohérent en matière de changement climatique, ainsi que de cadres budgétaires intégrant les considérations liées au changement climatique dans les priorités et secteurs de développement nationaux
- ❑ Mettre en place une architecture de gouvernance nationale et sous-nationale appropriée, intégrée aux secteurs de développement et comportant des moyens suffisants de coordination et d'inclusion
- ❑ Les principaux défis:
  - ❑ L'absence de données climatiques solides
  - ❑ Des cadres structurels faibles dans les planning
  - ❑ Les conflits entre les ministères, les agences etc.

# Plans d'Investissement et Cadres Budgétaires ?

- ❑ Les documents clés (NAP, NAMA, CDN, LED...) jettent les bases pour que les pays élaborent un plan d'investissement climatique et un cadre budgétaire pour le changement climatique
- ❑ L'établissement d'un cadre budgétaire pour le climat peut prendre des années et comprend:
  - ❑ L'identification des dépenses et des modalités actuelles de financement de l'aide publique au développement et d'autres formes de financement extérieur liées au climat
  - ❑ Classer les besoins de dépenses supplémentaires à partir des politiques et plans climatiques nationaux et d'autres politiques pertinentes;
  - ❑ Reconnaître les déficits de financement et les modes privilégiés pour la réalisation d'autres investissements publics et créer un environnement propice aux flux financiers privés.
- ❑ Les principaux défis: les informations incomplètes sur les dépenses budgétaires nationales et sous-nationales, peu d'indicateurs et de repères cohérents pour identifier, classer et pondérer les dépenses liées au climat

# Architecture de Gouvernance Favorable

- ❑ Composante fondamentale de la planification du financement climatique
- ❑ Doit inclure des rôles et des responsabilités clairement définis entre les différentes institutions et acteurs
- ❑ Nécessite la création d'une agence chef de file et d'une agence intersectorielle sur le changement climatique
  
- ❑ Les défis:
  - ❑ La faible hiérarchisation politique
  - ❑ La sensibilisation aux questions de changement climatique dans les ministères clés
  - ❑ Les ressources inexistantes pour planifier et coordonner l'accès au financement climatique
  - ❑ La capacité des ministères liées à l'intégration de changement climatique

# Accéder au financement climatique

- ❑ La capacité d'un pays bénéficiaire à dialoguer avec des institutions de financement climatique et de bénéficier des fonds disponibles
- ❑ des règles et des conditions complexes
- ❑ une compréhension approfondie de portée technique, de leurs modalités d'accès et de leurs mécanismes de prestation est une première étape
- ❑ La mise en place d'institutions et / ou de mécanismes financiers nationaux adéquats
- ❑ Accès direct et accès mixte/combiné) peuvent élargir l'accès à un plus large éventail de ressources financières climatiques
- ❑ Une option populaire pour l'accès consiste à créer un Fonds national pour le climat (FNC)
- ❑ Le FNC peut être vu en RDC, au Rwanda et au Gabon

# Suivi du financement climatique

- ❑ La préparation au financement climatique nécessite des capacités pour surveiller, rapporter et vérifier (MRV) les flux et les impacts.
- ❑ L'accès au financement dépend de plus en plus de la mise en place de capacités adéquates de suivi et d'évaluation
- ❑ Un système MRV de financement climatique bien conçu devrait être pleinement intégré aux cadres nationaux de planification du développement
- ❑ Cependant, il est loin d'être facile de mettre en place de solides capacités de suivi et de suivi du financement du climat

# Suivi du financement climatique

## Les défi

- ❑ les problèmes d'identification et de classification des flux de financement spécifiquement liés au climat
- ❑ l'absence d'informations précises fournies par des acteurs (privées, partenaires de développement gouvernementaux)
- ❑ La faiblesse des arrangements institutionnels,
- ❑ une expertise technique insuffisante et des capacités managériales
- ❑ Le manque de transparence et de responsabilité des institutions financières nationales.
- ❑ Les moyens insuffisants de coordination et d'harmonisation des procédures et des règles et des voies de communication robustes
- ❑ La qualité des rapports sur le financement climatique pour permettre les dépenses publiques climatiques et les examens institutionnels (CPEIR)

# Conclusions et recommandations

- ❑ Un élément crucial d'une planification efficace du financement du climat exige que les pays bénéficiaires disposent des capacités nécessaires pour établir des partenariats clés avec les donateurs et partenaires internationaux afin de renforcer leurs capacités et de partager leurs expériences en matière de préparation au financement du climat
- ❑ Ce soutien est de nouveau particulièrement important pour de nombreux pays du Bassin du Congo où les dispositions institutionnelles, organisationnelles et politiques de base sont mal conçues et parfois même totalement absentes
- ❑ Un certain nombre de fonds et d'institutions internationaux pour le climat ainsi que des partenaires au développement ont mis en place des programmes spécifiques pour aider les décideurs des pays en développement à renforcer leurs capacités d'accès et de fourniture de ressources financières pour le climat
- ❑ En ciblant particulièrement le FVC, environ 50% du financement du FVC est destiné aux pays vulnérables et peut être acheminé directement via les AND ou indirectement à travers un large éventail de partenaires de prestation avec l'expérience et l'expertise requises



**Merci de votre attention**  
**[kfobissie@fokabs.com](mailto:kfobissie@fokabs.com)**  
**[www.fokabs.com](http://www.fokabs.com)**